

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES

MPE

ARRETE  
n° 991333 du 18 JUIN 1999  
portant prescription de mesures d'urgence

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article 6 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 960500 du 29 mars 1996 portant prescriptions complémentaires en vue de réhabilitation du site de l'ancienne usine BAUMGARTNER & Cie à Sainte Marie aux Mines ;
- VU l'arrêté n° 962113 du 21 octobre 1996 portant mise en demeure au liquidateur judiciaire représentant les établissements Baumgartner de respecter les dispositions de l'arrêté n° 960500 visé ci-dessus ;
- VU l'arrêté n° 970438 du 10 mars 1997 portant mise en oeuvre de la procédure de consignation ;
- VU le rapport du 8 septembre 1997 de M. le Trésorier Payeur Général constatant le caractère infructueux de la procédure de consignation ;
- VU l'arrêté n° 981191 du 28 avril 1998 portant exécution de travaux d'office par les personnes physiques et morales responsables du site, et chargeant l'ADEME de réaliser les études et travaux ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées du 15 juin 1999 ;

**CONSIDERANT** la lettre adressée le 14 juin 1999 par Monsieur le président du District du VAL D'ARGENT à l'ADEME, par laquelle est signalé un risque imminent d'écroulement du mur de soutènement de l'usine et par voie de conséquence un risque de pollution de la LIEPVRETTE par rupture de l'ancienne fosse réceptrice des effluents industriels et des canalisations y aboutissant ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

**CONSIDERANT** la nécessité, vu l'urgence, de prendre des dispositions propres à éviter cette pollution, dans des délais incompatibles avec la consultation du conseil départemental d'hygiène ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin

## **ARRETE**

### **Article 1er : diagnostic rapide du risque d'éboulement du mur**

Sans autre délai que techniquement nécessaire, il sera procédé aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site, à l'exécution de l'évaluation du risque d'éboulement du mur d'enceinte de l'usine en bordure de la Liepvrette et des mesures de réhabilitation rendues nécessaires.

### **Article 2 : premières mesures d'urgence**

A l'issue du diagnostic visé à l'article 1er, les travaux de réhabilitation seront réalisés afin de mettre ce mur en sécurité.

Parallèlement, il sera procédé aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site, à l'exécution des mesures reconnues nécessaires pour supprimer le risque de pollution. Ces travaux peuvent comporter notamment, en tant que de besoin :

- l'évacuation par pompage des eaux résiduaires encore contenues dans la fosse de réception des eaux et des canalisations y aboutissant,
- l'obturation des canalisations dans leur partie amont afin d'éviter l'alimentation ultérieure de la fosse,
- le curage des boues en fond de fosse,
- l'élimination des eaux et boues par une filière autorisée,
- et toute autre opération jugée nécessaire.

### **Article 3 : réalisation des travaux**

L'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) est chargée d'exécuter ou de faire exécuter les évaluations et les travaux édictés aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent arrêté.


**Article 4 : exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation du présent Arrêté Préfectoral sera transmise au Maire de Sainte Marie aux Mines.



Pour ampliation  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Chef de Bureau :

  
Christian AULEN

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

**Délai et voie de recours**

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG que dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976).